

Accords de libre-échange entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest, les organisations de la société civile avertissent

Sud Quotidien (Dakar)

27 Septembre 2006

Publié sur le web le 27 Septembre 2006

Malick Ndaw

L'Union européenne doit de toute urgence modifier sa position de négociation sur les accords de libre-échange avec certains des pays les plus pauvres du monde, ou risquer de les enfoncer davantage dans la pauvreté, ont déclaré Oxfam international, ENDA Syspro 2, le RADI, le ROPPA, le CNCR et le CONGAD, dans un communiqué envoyé, hier, à notre Rédaction.

L'Afrique de l'Ouest négocie directement avec l'Union européenne depuis le 06 octobre 2003. Cette négociation marathon sera menée à terme en décembre 2007 pour la conclusion d'un accord de libre échange entre deux régions aux niveaux de développement dramatiquement différents, jugent les organisations de la société civile tels que Oxfam international, ENDA Syspro 2, le RADI, le ROPPA, le CNCR et le CONGAD. Dans un communiqué conjoint envoyé hier à notre Rédaction, elles déclarent qu'en ce jour du 4ème anniversaire de l'ouverture des négociations entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), « les organisations de la société civile déclarent que l'Europe ne parvient toujours pas à inscrire le développement au cœur de ces accords commerciaux ».

Et de souligner que dans un rapport de 15 pages intitulé « Partenaires inégaux », Oxfam déclare que « les Accords de partenariat économiques (APE) proposés lèseront les pays ACP, dont 39 font partie des Pays les Moins Avancés (PMA), au lieu d'aider ces pays ». Citant l'agence de développement, les organisations en question déclarent que « les APE risquent de mettre les agriculteurs des pays en développement en concurrence directe et inéquitable avec les producteurs européens qui bénéficient de fortes subventions ». Et que « l'ouverture des marchés constituerait également une menace pour des emplois qui font cruellement défaut dans les pays ACP, et de plus, saperait les processus d'intégration régionale ».

Selon lesdites organisations, le mandat conféré à la Commission par les Etats Membres de l'UE doit être révisé pour refléter les préoccupations clés formulées par les régions ACP et par les groupes de la société civile.

Aussi, Oxfam International, ENDA Syspro 2, le ROPPA, le CNCR, le RADI et le CONGAD, appellent-elles l'Europe « à recourir au réexamen formel du processus des APE, au cours des mois à venir, pour réorienter les négociations vers une voie différente ». Ainsi, la Commission européenne devrait revoir à la baisse son ambition d'avoir un accès aux marchés réciproque avec les pays ACP. L'Europe devrait plutôt s'atteler à élargir l'accès à ses propres marchés pour les exportateurs des pays ACP.

Dans leur verve, les organisations de la société civile sus-citées rappellent qu'en Afrique comme en Europe, des voix autorisées se sont élevées pour dénoncer la fuite en avant des APE et attirer l'attention des gouvernements et de la Commission Européenne sur les dangers que ces accords font irrémédiablement courir à la région, à l'Afrique et aux ACP : Il en est ainsi des Déclarations des Ministres du Commerce de l'Union Africaine du Caire et de Nairobi (7- 9 juin 05 et 12 - 18 avril 06), du Conseil des Ministres du groupe ACP de Port

Moresby (28 - 31 mai 06) ainsi que des rapports du Parlement Britannique (06/04/2005) et du rapport du Député français LE FORT (publié le 5 juillet 06) pour ne citer que ceux-là.

Malgré ces fortes préoccupations exprimées et les réticences observées de la part des négociateurs ACP, la Commission Européenne maintient sa position et, dans les faits, s'écarte fondamentalement de l'objectif de Cotonou, la lutte contre la pauvreté, font remarquer Oxfam International, ENDA Syspro 2, le ROPPA, le CNCR, le RADl et le CONGAD.

Ces dernières rappellent en outre qu'elles ont déclaré qu'à travers les APE, les gouvernements ACP risquent de perdre le contrôle d'instruments de politique clés tels que la politique tarifaire, les règles de la concurrence et de l'investissement, auxquels tous les pays développés ont eu recours pour progresser.

Pour elles, l'Europe est en train de faire pression sur les gouvernements ACP pour les amener à inclure la politique de la concurrence, l'investissement et la passation des marchés publics dans l'accord final, bien que les pays en développement s'y soient opposés à maintes reprises - tant à l'OMC que dans les négociations sur les APE.

Pour être des accords favorables aux pauvres, les APE ne devraient pas entraîner des pertes de recettes publiques et d'emplois, estiment encore Oxfam International, ENDA Syspro 2, le ROPPA, le CNCR, le RADl et le CONGAD, qui ajoutent que l'aide promise aux ACP par l'Union européenne - l'ensemble du Fonds européen de développement, par exemple - ne devrait pas être subordonnée à la signature d'un APE.